CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Services Informatiques et Vente de Matériel

Ordi-Facile-Courant Ulysse

Adresse : 37 rue des Fontenis, 70180 AUTET

Téléphone : 06.80.24.52.12

Email : ulyse.courant@live.fr

SIRET : 51282623100015

Immatriculation au répertoire des métiers (RM) N° 512 826 231 RM 70

TVA non applicable, art. 293 B du CGI

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Les présentes Conditions Générales de Vente (CGV) s'appliquent à toutes les ventes de matériel informatique neuf et d'occasion, ainsi qu'aux prestations de services informatiques réalisées par Ulysse COURANT, micro-entreprise immatriculée sous le numéro SIRET 51282623100015.

Ces CGV sont établies conformément aux dispositions du Code civil, du Code de commerce, du Code de la consommation, et notamment les articles L. 111-1 et suivants relatifs à l'information du consommateur.

Toute commande implique l'acceptation pleine et entière des présentes conditions générales de vente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

- **Vendeur/Prestataire** : Ordi-Facile Courant Ulysse, micro-entreprise
- **Client/Acheteur** : Toute personne physique ou morale passant commande
- **Matériel neuf** : Équipements informatiques neufs, dans leur emballage d'origine
- **Matériel d'occasion** : Équipements informatiques reconditionnés ou usagés
- **Prestations** : Services informatiques (dépannage, maintenance, installation, formation)

ARTICLE 3 - FORMATION DU CONTRAT

3.1 - Information précontractuelle

Conformément à l'article L. 111-1 du Code de la consommation, le client dispose, avant la conclusion du contrat, des informations suivantes :

- Caractéristiques essentielles du bien ou service
- Prix total et frais de livraison
- Modalités de paiement, livraison et exécution
- Existence et modalités de garantie légale
- Durée du contrat et modalités de résiliation
- Fonctionnalités du contenu numérique et interopérabilité

3.2 - Commande

Toute commande ferme et définitive ne peut être annulée, sauf accord express du vendeur ou dans les cas prévus par la loi.

La commande n'est considérée comme acceptée qu'après confirmation écrite du vendeur.

Pour les montants supérieurs à 100€, un acompte de 40% du montant total de la commande pourra être demandé. En cas de refus, le vendeur peut refuser la commande.

ARTICLE 4 - PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

4.1 - Prix

Les prix sont exprimés en euros.

En qualité de micro-entrepreneur, le vendeur bénéficie du régime fiscal de la micro-entreprise et peut être exonéré de TVA (article 293 B du CGI).

4.2 - Modalités de paiement

Le paiement s'effectue le jour de la livraison du matériel ou des prestations demandées, ou à défaut le jour de la réception de la facture définitive.

Modes de paiement acceptés : espèces (dans la limite légale), chèque, virement bancaire.

4.3 - Délais de paiement

Tout retard de paiement de plus de 15 jours, par rapport à la date d'échéance convenue (ou date de facturation), donnera lieu à l'application de Pénalités. En cas de retard de paiement, des pénalités de retard au taux de 3 fois le taux d'intérêt légal seront appliquées de plein droit (article L. 441-10 du Code de commerce)

Tous les frais entraînés par cette carence seront ou resteront à la charge du débiteur défaillant, Conformément aux dispositions de l'article L. 441-6 du code de commerce.

Depuis le 1er janvier 2013*, et pour les Clients professionnels qui ne paient pas une facture dans les délais prévus, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement a été mise en place. Cette indemnité forfaitaire, qui s'ajoute aux traditionnelles pénalités de retard, est fixée à 40€

ARTICLE 5 - LIVRAISON ET TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

5.1 - Livraison

Les délais de livraison lors de la prise de la commande avec le Client ne sont donnés qu'à titre indicatif et ne sont aucunement garantis. Par voie de conséquence, tout retard dans la livraison des prestations et vente ne pourra pas donner lieu au profit du Client à l'annulation de la commande ou au bénéfice de dommages et intérêts.

5.2 - Transfert de propriété

Le transfert de propriété s'effectue lors du paiement intégral du prix, conformément à l'article 1583 du Code civil. En cas de non-paiement le matériel pourra être désactivé et repris par Ulysse Courant, et l'acompte conservé.

5.3 - Transfert des risques

Les risques sont transférés lors de la remise du bien au client ou au transporteur.

ARTICLE 6 - DROIT DE RÉTRACTATION

Conformément à l'article L. 221-18 du Code de la consommation, le consommateur dispose d'un délai de 14 jour franc pour exercer son droit de rétractation, sans motif.

Ce délai court à compter de :

- La réception du bien pour les ventes
- L'acceptation de l'offre pour les prestations de services

Exceptions (article L. 221-28 du Code de la consommation) :

- Biens confectionnés selon les spécifications du consommateur (Système caméras Ip, serveur Nas, pc sur mesure, système réseau etc...)
- Prestations de services pleinement exécutées avant la fin du délai avec accord du consommateur
- Fourniture de contenu numérique non fourni sur support matériel

Les réclamations, suspensions ou annulations de prestations ne seront acceptées que si elles sont signifiées par pli recommandé avec accusé de réception au plus tard 14 jours après signature du devis ou du cahier des charges.

Passé ce délai légal, la prestation annulée tardivement sera facturée, même si elle n'a pas été exécutée. Aucune réclamation ne pourra être admise lorsque la prestation livrée a été acceptée sans réserve et qu'il a donné lieu à début d'utilisation.

ARTICLE 7 - GARANTIES

7.1 - Garantie légale de conformité

Conformément aux articles L. 217-4 et suivants du Code de la consommation, le vendeur est tenu de livrer un bien conforme au contrat.

Le consommateur dispose de 2 ans à compter de la délivrance du bien pour agir.

Le vendeur apportera le plus grand soin à l'exécution de la commande et à la qualité des produits. En cas de défectuosité reconnue par le vendeur, la demande de prise en garantie sera validé et les démarches auprès du fabricant fait par le micro entrepreneur. Sont exclus de la garantie les défauts et dommages résultant d'un stockage, de manutention, de transport ou d'utilisation dans des conditions anormales ou non conformes avec la nature, les prescriptions,

l'aptitude à l'emploi du produit. L'ouverture du boîtier de l'unité centrale ou de l'ordinateur portable entraîne l'annulation de la garantie.

7.2 - Garantie légale des vices cachés

Conformément aux articles 1641 et suivants du Code civil, le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue.

7.3 - Garantie commerciale

Une garantie commerciale peut être proposée en complément des garanties légales, sans les remplacer.

7.4 - Matériel d'occasion

Pour le matériel d'occasion, les garanties légales ne s'appliquent pas. Une garantie commerciale de 1 mois est appliqué à compter de la date de facturation.

ARTICLE 8 - PRESTATIONS DE SERVICES

8.1 - Obligation de moyens

Le prestataire s'engage à apporter tous ses soins à l'exécution de sa mission, constituant une obligation de moyens.

8.2 - Intervention sur site

Les frais de déplacement sont facturés selon le barème en vigueur. Le temps de déplacement peut être facturé selon les modalités convenues.

8.4 - Sauvegarde des données

Le client est responsable de la sauvegarde de ses données avant toute intervention. Le prestataire ne saurait être tenu responsable de la perte de données, ou de la non possibilité de restauration.

8.5 – Prestations partiellement réalisées

Facturation des prestations partielles

En cas de prestation partiellement réalisée, la facturation s'effectue selon les modalités suivantes :

Interruption à la demande du client :

- Facturation au prorata du temps passé et des travaux effectués
- Facturation intégrale des frais de déplacement
- Facturation des pièces commandées et/ou installées

Interruption pour cause technique :

- Si l'interruption est due à une défaillance du matériel client non détectable lors du diagnostic initial : facturation au prorata du temps passé
- Si l'interruption est due à l'absence de pièces nécessaires non prévues initialement : facturation du temps de diagnostic et des frais de déplacement

- Si l'interruption est due à une incompatibilité technique découverte en cours d'intervention : facturation du temps passé jusqu'à la découverte de l'incompatibilité

Interruption pour force majeure :

- Facturation au prorata du temps effectivement consacré à l'intervention
- Report possible de la suite de l'intervention selon disponibilités

Modalités de calcul

Le temps facturé correspond au temps effectivement consacré à l'intervention, arrondi au quart d'heure supérieur. Les frais de déplacement restent dus intégralement.

Reprise d'intervention

La poursuite d'une prestation interrompue fait l'objet d'un nouveau rendez-vous et d'une facturation séparée, sauf accord contraire écrit entre les parties.

Information du client

Le prestataire informe le client dès qu'il constate l'impossibilité de mener à terme la prestation initialement prévue et recueille son accord avant toute facturation de prestation partielle.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'INTERVENTION À DOMICILE

9.1 - Rendez-vous et présence obligatoire

Toute intervention à domicile fait l'objet d'un rendez-vous préalablement fixé avec le client. La présence du client ou de son représentant dûment mandaté est obligatoire pendant toute la durée de l'intervention.

Le client s'engage à être présent à l'heure convenue et à faciliter l'accès aux équipements concernés par la prestation.

9.2 - Absence du client

En cas d'absence du client au rendez-vous fixé, les frais suivants seront facturés :

- Frais de déplacement selon le barème en vigueur
- Indemnité forfaitaire de 30€ pour déplacement infructueux

Ces frais sont dus même en l'absence de prestation réalisée et seront facturés dans les conditions habituelles.

9.3 - Annulation et report de rendez-vous

Toute annulation ou demande de report de rendez-vous doit être signifiée au prestataire au minimum 24 heures avant l'heure prévue de l'intervention.

Passé ce délai, l'intervention sera considérée comme un déplacement infructueux et facturée selon les modalités de l'article 9.2.

Le report d'un rendez-vous annulé dans les délais requis se fera sous réserve des disponibilités du prestataire.

9.4 - Conditions d'accès

Le client garantit l'accès libre et sécurisé au lieu d'intervention ainsi qu'aux équipements concernés. Tout retard ou impossibilité d'intervention due à des conditions d'accès non conformes pourra donner lieu à facturation selon les modalités de l'article 9.2.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ

10.1 - Limitation de responsabilité

La responsabilité du vendeur/prestataire est limitée au montant de la commande.

Sont exclus : dommages indirects, perte d'exploitation, perte de données, préjudice commercial.

Le prestataire n'est pas tenu à une obligation de résultat dans l'exécution de ses missions. Néanmoins, le prestataire s'oblige à déployer l'ensemble des ressources techniques dont il dispose afin de mener à bien la mission confiée par le Client selon les modalités définies dans les présentes conditions générales.

10.2 - Force majeure

L'exécution des obligations peut être suspendue en cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil.

10.3 - Responsabilité du prestataire

Le prestataire s'engage à manipuler le matériel client avec le plus grand soin et selon les règles de l'art. En cas de dommage causé au matériel du client par une faute prouvée du prestataire lors de l'intervention, la responsabilité de ce dernier est limitée à la valeur de remplacement du matériel endommagé, dans la limite du montant de la prestation facturée.

Exclusions de responsabilité

Le prestataire ne pourra être tenu responsable des dommages résultant de :

- L'état de vétusté, d'usure ou de défaillance préexistante du matériel
- La manipulation de matériel défectueux ou non conforme aux normes
- L'intervention sur du matériel ayant fait l'objet de modifications non autorisées par le fabricant
- Les dommages survenus lors d'opérations à risque expressément signalées au client et acceptées par celui-ci
- La perte de données consécutive à une panne matérielle non imputable au prestataire

Constat contradictoire

En cas de dommage constaté, un état des lieux contradictoire sera établi séance tenante avec le client. À défaut d'accord, l'expertise sera confiée à un tiers indépendant, les frais étant partagés entre les parties.

Limitation temporelle

Toute réclamation relative à un dommage matériel doit être signifiée par écrit dans les 48 heures suivant la fin de l'intervention, passé ce délai aucune réclamation ne pourra être prise en compte.

ARTICLE 11 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Tous les éléments de propriété intellectuelle restent la propriété exclusive du prestataire ou de leurs propriétaires respectifs.

Toute reproduction ou utilisation sans autorisation est interdite et constitue une contrefaçon (articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle).

ARTICLE 12 - DONNÉES PERSONNELLES

Le traitement des données personnelles est effectué conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés.

Le client dispose des droits d'accès, rectification, effacement, portabilité, limitation et opposition prévus aux articles 15 à 22 du RGPD.

12.1 – Confidentialité

Dans le cadre de ses interventions techniques, le micro-entrepreneur Ulysse COURANT est susceptible d'avoir accès aux informations personnelles du Client stockées sur les supports de stockage des équipements informatiques.

Le micro-entrepreneur Ulysse COURANT s'oblige à préserver la confidentialité absolue des informations de sa clientèle : aucune information n'est récupérée durant les opérations de dépannage ou de maintenance, excepté sur demande expresse du Client (procédures de réinstallation, opérations de sauvegarde ou de récupération d'informations supprimées).

Lorsque de telles opérations sont demandées, le micro-entrepreneur Ulysse COURANT s'interdit de conserver quelque duplicata que ce soit des informations traitées. À l'issue de l'intervention, aucune information ne demeure accessible ou récupérable.

Le micro-entrepreneur Ulysse COURANT prend l'engagement formel de ne jamais communiquer les informations de contact de sa clientèle à quelque organisme tiers que ce soit dans un objectif de démarchage commercial, quelle qu'en soit la modalité, incluant notamment les sollicitations téléphoniques, les messages électroniques indésirables, les envois postaux publicitaires, ou le démarchage direct au domicile.

Le micro-entrepreneur Ulysse COURANT est de plein droit astreint à l'obligation de discrétion professionnelle.

ARTICLE 13 - RÉOLUTION DES LITIGES

13.1 - Médiation

Conformément à l'article L. 616-1 du Code de la consommation, en cas de litige, le consommateur peut recourir gratuitement au médiateur de la consommation.

13.2 - Tribunal compétent

À défaut de résolution amiable, les tribunaux français sont seuls compétents.

Pour les consommateurs : tribunal du lieu de domicile du consommateur ou du lieu de livraison. Pour les professionnels : tribunal de commerce du siège social du vendeur.

ARTICLE 14 - NULLITÉ PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations des présentes CGV sont tenues pour non valides ou déclarées telles, les autres stipulations gardent toute leur force et portée.

ARTICLE 15 - DROIT APPLICABLE

Les présentes CGV sont soumises au droit français.

ARTICLE 16 - ÉVOLUTION DES CGV

Le vendeur se réserve le droit de modifier les présentes CGV. Les CGV applicables sont celles en vigueur à la date de la commande.

Date de dernière mise à jour : 01 juin 2025

Signature du client (pour acceptation) :

Nom et signature :

Date :